



CHAPITRE 119

LOI PERMETTANT AUX MUNICIPALITÉS DE CONTRIBUER A DES OUVRAGES DESTINÉS A PROTÉGER LE PUBLIC AUX TRAVERSES DE CHEMINS DE FER

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi de l'aide municipale à la protection du public aux traverses de chemin de fer.* Titre abrégé.

2. Le conseil de toute municipalité, de quelque manière qu'elle soit constituée en corporation, peut, notwithstanding les dispositions de toute loi générale ou spéciale constituant ladite corporation ou s'y appliquant, adopter un règlement ou des règlements pourvoyant à la contribution, par cette municipalité, aux dépenses faites pour protéger, soit par l'érection de barrières ou la construction de tunnels ou de ponts aériens ou autres ouvrages analogues, les approches d'un chemin de fer qui traverse à niveau tout chemin public dans les limites de la municipalité, et, pour les fins de cette contribution, par le même ou par un autre règlement, emprunter de l'argent et émettre à cette fin des obligations de la corporation. Contribution à l'érection de barrières, etc. S. R. (1909), 5920.

3. Les règlements mentionnés dans la présente loi sont sujets à la loi en vigueur dans la municipalité concernant un règlement de ce genre, mais ne sont pas sujets à l'approbation des électeurs municipaux. Adoption des règlements. S. R. (1909), 5921.
